



Quelques sources pour comprendre et entrevoir des solutions

Nous sommes tous meurtris et bouleversés par les événements de la soirée du 13 novembre, comme par ceux de Beyrouth la veille. Nous sommes de tout cœur avec les familles, avec les blessés et tous ceux qui sont traumatisés par les événements. Cependant, face à la barbarie de ces actes, l'indignation ne suffit pas. Il faut **s'interroger sur les causes** de ce drame.

Nous avons rassemblé ici quelques articles et citations de messages qui m'ont paru essentielles pour comprendre et entrevoir des solutions. Mais il est impossible de citer toutes les réactions, toutes les prises de position de ces derniers jours, tous les messages reçus, souvent de grande qualité et de grande portée. J'ai choisi d'en citer quelques-uns, qui m'ont paru particulièrement éclairantes.

Analyser les causes de ce drame	2
Pourquoi Daech s'en prend à la France ? Le Canard enchaîné.....	2
Le tout-sécuritaire ne suffira pas. Thomas Piketty.....	2
L'aveuglement des va-t-en-guerre qui nous gouvernent, Jean Gadrey	3
Les grandes leçons du printemps arabe Miloud Chennoufi.....	3
Le retour du boomerang, par Jean-François Bayart	4
Une guerre contre le terrorisme ne peut être gagnée Dominique de Villepin.....	5
M. le Président, vous êtes tombé dans le piège ! David Van Reybrouck	6
La stratégie de destruction des structures sociales engendre le désespoir et la violence Bernard Stiegler	8
Les réponses : plus de démocratie,	10
plus d'humanité.....	10
Seul un retournement radical pourrait nous en sortir Jean-François Bayart.....	10
Nous gardons l'espoir d'une autre société, MRJC 18 novembre.....	10
Sur la prolongation de l'état d'urgence	11
Une loi aux motifs trop vagues pour être honnêtes (L'Huma)	11
Nous appelons à renforcer toutes les initiatives (ATTAC)	11
Répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus d'éducation populaire (Communiqué du CAC)	12
Voir aussi les raisons du vote négatif de 6 députés	12

Analyser les causes de ce drame

Pourquoi Daech s'en prend à la France ? Le Canard enchaîné du 18 novembre

Selon le juge Trévidic, la force de Daech, c'est que ses membres peuvent faire autant d'attentats kamikazes qui le veulent. Si ça ne marche pas la première fois, si ça ne marche pas la deuxième, troisième, quatrième, ça marchera la cinquième ou la sixième fois. Si l'émir de Raqqa, en Syrie, demande qui veut aller faire un attentat en France, 200 mains vont se lever. Avait sonné l'alarme en septembre. Dans une interview prémonitoire à Paris-Match, le juge expliquait pourquoi la France était devenue la cible principale de Daech. « Elle est facile à toucher ; elle bombarde l'État islamique aux côtés des Américains, elle combat le terrorisme au Mali, et les laïcs, elle vend des armes aux États « mécréants » du golfe, et une grande pourvoyeuse de djihadistes en Syrie en raison de son histoire coloniale, avec une forte communauté musulmane sur son territoire ».

Plus il y aura d'attentats, calculent les dirigeants de Daech, plus les musulmans seront montrés du doigt. Plus ils se radicaliseront, plus la France sera menacée par la guerre civile, et plus la république vacillera. (...). Les combattants étrangers se rendent dans le Califat pour trouver, sinon un paradis, du moins un absolu : un État où s'exercerait une véritable charia et qui mériterait qu'on devienne martyr pour le défendre. Car le « djihad offensif », l'expansion par la force dans des pays qui ne sont pas gouvernés par des musulmans, se veut un autre impératif de la charia, en attendant « l'Apocalypse ». Pour une partie de la jeunesse musulmane qui se voit sans avenir, l'idéologie extrême du califat est une aventure qui vaut la peine de mourir, et surtout, de faire mourir.

Le tout-sécuritaire ne suffira pas. Thomas Piketty Le Monde 22 novembre

Face au terrorisme, la réponse doit être en partie sécuritaire. Il faut frapper Daech, arrêter ceux qui en sont issus. Mais il faut aussi s'interroger sur les conditions politiques de ces violences, sur les humiliations et les injustices qui font que ce mouvement bénéficie de soutiens importants au Moyen-Orient, et suscite aujourd'hui des vocations sanguinaires en Europe. A terme, le véritable enjeu est la mise en place d'un modèle de développement social et équitable, là-bas et ici.

C'est une évidence : le terrorisme se nourrit de la poudrière inégalitaire moyen-orientale, que nous avons largement contribué à créer. Daech, « *Etat islamique en Irak et au Levant* », est directement issu de la décomposition du régime irakien, et plus généralement de l'effondrement du système de frontières établi dans la région en 1920.

Après l'annexion du Koweït par l'Irak, en 1990-1991, les puissances coalisées avaient envoyé leurs troupes pour restituer le pétrole aux émirats – et aux compagnies occidentales. On inaugura au passage un nouveau cycle de guerres technologiques et asymétriques – quelques centaines de morts dans la coalition pour « libérer » le Koweït, contre plusieurs dizaines de milliers côté irakien. Cette logique a été poussée à son paroxysme lors de la seconde guerre d'Irak, entre 2003 et 2011 : environ 500 000 morts irakiens pour plus de 4 000 soldats américains tués, tout cela pour venger les 3 000 morts du 11-Septembre, qui pourtant n'avaient rien à voir avec l'Irak. Cette réalité, amplifiée par l'asymétrie extrême des pertes humaines, et l'absence d'issue politique dans le conflit israélo-palestinien, fait aujourd'hui à justifier toutes les exactions perpétrées par les Jihad East. Espérons que la France et la Russie, à la manœuvre après le fiasco américain, fasse moins de dégâts et suscite moins de vocations.

Concentration des ressources.

Au-delà des affrontements religieux, il est clair que l'ensemble du système politique et social de la région est surdéterminé et fragilisé par la concentration des ressources pétrolières sur de petits territoires sans population. Si l'on examine la zone allant de l'Égypte à l'Iran, en passant par la Syrie, l'Irak, et la péninsule arabique, soit environ 300 millions d'habitants, on constate que les monarchies pétrolières regroupent entre 60 % et 70 % du PIB régional, pour à peine 10 % de la population, ce qui en fait la région la plus inégalitaire de la planète.

Encore faut-il préciser qu'une minorité des habitants des pétromonarchies s'approprie une part disproportionnée de cette manne, alors que de larges groupes (femmes et travailleurs immigrés notamment) sont maintenus dans un semi esclavage. Et ce sont ces régimes qui sont soutenus militairement et

politiquement par les puissances occidentales, trop heureuses de récupérer quelques miettes pour financer leurs clubs de football ou bien leur vendre des armes. Pas étonnant que nos leçons de démocratie et de justice sociale portent peu au sein de la jeunesse moyen-orientale.

Pour gagner en crédibilité, il faudrait démontrer aux populations qu'on se soucie davantage du développement social et de l'intégration politique de la région que de nos intérêts financiers et de nos relations avec les familles régnantes.

Déni de démocratie

L'argent du pétrole doit aller en priorité au développement régional. En 2015, le budget total dont disposent les autorités égyptiennes pour financer l'ensemble du système éducatif égyptien de ce pays de près de 90 millions d'habitants est inférieur à 10 milliards de dollars (9,4 milliards d'euros). Quelques centaines de kilomètres plus loin, les revenus pétroliers atteignent 300 milliards de dollars pour l'Arabie Saoudite et ses 30 millions d'habitants, et dépasse 100 milliards de dollars pour le Qatar et ses 300 000 Qataris. Un modèle de développement aussi inégalitaire ne peut conduire qu'à la catastrophe. Le cautionner est criminel.

Quant aux grands discours sur la démocratie et les élections, il faudrait cesser de les tenir uniquement quand les résultats nous arrangent. En 2012, en Égypte, Mohamed Morsi avait été élu président dans une élection à la régulière, ce qui n'est pas banal dans l'histoire électorale arabe. Des 2013, il était expulsé du pouvoir par les militaires, qui ont aussitôt exécuté des milliers de Frères musulmans, dont l'action sociale a pourtant souvent permis de pallier les carences de l'État égyptien. Quelques semaines plus tard, la France passe l'éponge afin de vendre ses frégates et de s'accaparer une partie des maigres ressources publiques du pays. Espérons que ce déni de démocratie n'aura pas les mêmes conséquences morbides que l'interruption du processus électoral en Algérie en 1992.

Reste la question : comment les jeunes qui ont grandi en France peuvent-ils confondre Bagdad et la banlieue parisienne, et chercher à apporter ici des conflits qui ont lieu là-bas ? Rien ne peut excuser cette dérive sanguinaire, machiste et pathétique. Tout juste peut-on noter que le chômage et la discrimination professionnelle à l'embauche (particulièrement massive pour les personnes qui ont coché toutes les bonnes cases en termes de diplôme, expériences, etc., comme le montraient des travaux récents) ne doivent pas aider. L'Europe, qui avant la crise financière parvenait à accueillir un flux migratoire net de 1 million de personnes par an, avec un chômage en baisse, doit relancer son modèle d'intégration et de création d'emplois. C'est l'austérité qui a conduit à la montée des égoïsmes nationaux et des tensions identitaires. C'est par le développement social et équitable que la haine sera vaincue.

15 novembre 2015

L'aveuglement des va-t-en-guerre qui nous gouvernent, Jean Gadrey

Dominique de Villepin n'est certes pas le seul responsable politique à avoir dénoncé les risques et l'inefficacité des interventions militaires françaises « contre le terrorisme ». Une partie de la gauche a bien mené ces critiques. Mais lui, DDV, il est de droite, c'est même le père du CPE, contrat première embauche, qu'il a dû retirer en 2006 sous la pression de la rue et en particulier de la jeunesse. Et pourtant, sa lucidité sur les enjeux du Moyen Orient n'a d'égal que l'aveuglement des va-t-en-guerre qui nous gouvernent (aujourd'hui comme hier) et qui jettent de l'huile sur le feu du terrorisme et de la barbarie, en désignant par ailleurs la France comme cible prioritaire. Cette vidéo Dailymotion de DDV du 26 septembre 2014 témoigne bien du fossé qui sépare son approche concrète et intelligente de la situation et la stratégie de ces matamores de droite ou de gauche qui, surtout lorsqu'ils sont en échec total sur le plan intérieur, se cherchent une légitimité en montrant qu'en politique étrangère « ils en ont », situant ainsi leur intelligence au plus bas : sous la ceinture.

Les grandes leçons du printemps arabe Miloud Chennoufi¹

Hormis la Tunisie, le printemps arabe est un échec. Des événements on peut retenir 5 leçons

- Dans le monde arabe, la violence ne peut pas conduire à un changement démocratique
- Le changement démocratique doit inclure toutes les forces politiques, y compris celles dont l'idéologie ou les intérêts premiers ne sont pas de nature démocratique et inclusive.

¹ Miloud Chennoufi est professeur adjoint de relations internationales au Collège des Forces canadiennes.

- La démocratie doit être vue comme une fin en soi, non comme un moyen
- La diversité religieuse, ethnique et idéologique est un fait au Moyen-Orient.
- L'influence extérieure occidentale (États-Unis et Europe) et régionale (Iran, Turquie et Arabie Saoudite) fait partie du problème plutôt que de la solution. L'opposition syrienne a eu tort de remettre le sort du soulèvement entre les mains de puissances étrangères

Seule une dynamique endogène, patiente, pacifique et inclusive, doublée d'une vision stratégique claire, un sens prononcé de la responsabilité et une reconnaissance de la réalité objective du terrain, peut conduire au changement tant souhaité.

Voir l'article complet (4 pages) <http://globalbrief.ca/blog/2015/03/11/les-grandes-lecons-du-printemps-arabe/>

Le retour du boomerang, par Jean-François Bayart², Libération, 15 novembre 2015

Les origines de ce 13 novembre sont aussi à chercher du côté de la politique étrangère de l'Europe et de la France ces quarante dernières années. La démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie que l'on aurait pu si facilement arrimer à l'UE, l'alliance de la France avec les pétromonarchies... sont autant d'erreurs qui n'ont fait qu'aggraver le désastre et nourrir rancœur et radicalisation au Proche-Orient.

Au-delà de la polémique électoralement intéressée, et assez indigne, sur les mesures de sécurité prises, ou mal prises, par le gouvernement, la classe politique, les médias, l'opinion elle-même devraient s'interroger sur leurs responsabilités de longue durée dans le désastre que nous vivons. Celui-ci est le fruit vénéneux d'un enchaînement d'erreurs que nous avons commises depuis au moins les années 1970, et que nous avons démocratiquement validées dans les urnes à intervalles réguliers.

La démission de l'Europe sur la question palestinienne, dès lors que sa diplomatie commençait là où s'arrêtaient les intérêts israéliens, a installé le sentiment d'un «deux poids deux mesures», propice à l'instrumentalisation et à la radicalisation de la rancœur antioccidentale, voire antichrétienne et antisémite. L'alliance stratégique que la France a nouée avec les pétromonarchies conservatrices du Golfe, notamment pour des raisons mercantiles, a compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie – et ce d'autant plus que dans le même temps elle classait comme organisation terroriste le Hamas palestinien, au lendemain de sa victoire électorale incontestée. Pis, par ce partenariat, la France a cautionné, depuis les années 1980, une propagande salafiste forte de ses pétrodollars, à un moment où le démantèlement de l'aide publique au développement, dans un contexte néolibéral d'ajustement structurel, paupérisait les populations, affaiblissait l'Etat séculariste et ouvrait une voie royale à l'islamo-Welfare dans les domaines de la santé et de l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient.

Son alliance avec les pétromonarchies arabes a aussi conduit la France à appuyer diplomatiquement et militairement la guerre d'agression de l'Irak contre l'Iran (1980-1988) et à ostraciser ce dernier, alors qu'il représente, avec la Turquie, le seul môle de stabilité étatique de la région, qui détient l'une des clefs de la résolution de la plupart de ses conflits, comme nous le découvrons aujourd'hui au Liban et en Syrie. La même désinvolture a présidé à la politique de la France à l'égard d'Ankara. Au lieu d'arrimer la Turquie à la construction européenne, Paris l'a snobée, au risque de perdre toute influence auprès d'elle, de favoriser sa «poutinisation» et de l'abandonner à ses liaisons dangereuses avec des mouvements djihadistes.

Non sans cynisme, la France a joué pendant des décennies la carte de l'autoritarisme en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Irak en y voyant un gage de stabilité, en s'accommodant de la polarisation ethnoconfessionnelle sur laquelle reposaient souvent ces régimes, en espérant que les peuples se résigneraient éternellement au despotisme que l'on estimait congénital en terre d'islam, et en laissant à celui-ci le monopole de la dissidence, rendant ainsi les successions autoritaires inévitablement chaotiques. Une cocotte-minute qui explose, ce n'est jamais beau à voir.

Après avoir conforté les dictatures, la France s'est lancée avec puérité dans l'aventure démocratique sans voir à quel point les sociétés avaient été meurtries par des décennies d'assujettissement, et en sous-estimant la froide détermination des détenteurs du pouvoir. Puis, pour résoudre d'un bombardement magique les

² Professeur à l'IHEID (Genève), directeur de la chaire d'Etudes africaines comparées (UM6P, Rabat) A notamment publié L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar (Albin Michel, 2010)

problèmes qu'elle avait contribué à envenimer au fil des ans, elle est à son tour entrée en guerre en suscitant de nouvelles inimitiés sans avoir les moyens de s'en préserver.

Les situations inextricables de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye ne sont que la résultante de ces erreurs de calcul, ou de ces calculs à courte vue. Sans doute annoncent-elles ce que nous réserve la restauration autoritaire en Algérie (dès 1991) et en Egypte (en 2014). A l'aveuglement et aux inconséquences, nous avons ajouté le déshonneur par le traitement que nous avons réservé aux réfugiés qui fuyaient les guerres que nous (ou nos alliés) avons déclenchées, en Libye et en Irak, et les autoritarismes que nous avons soutenus.

Sur le plan intérieur, le bilan est aussi accablant. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient un chômage de masse et la désindustrialisation, nous avons restreint le débat public à des questions identitaires oiseuses en courant après l'extrême droite qui en faisait son miel électoral. Pas un homme politique – hormis peut-être Dominique Strauss-Kahn en 2006, pendant sa campagne pour les primaires du PS – n'a tenu un langage de vérité sur l'immigration depuis des lustres. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le biculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante, et bien délimitée, de ceux-ci – à savoir les musulmans – dans la marginalité, et nous avons douté de leur appartenance à la nation, ce dont certains d'entre eux ont fini par douter eux-mêmes. Des présidents de la République, des ministres, des hauts fonctionnaires ont proféré en toute impunité des paroles indignes et anticonstitutionnelles, tandis que les médias ouvraient grand leurs antennes, leurs écrans et leurs colonnes à des plumitifs racistes ou ignorants érigés en penseurs. L'asphyxie financière de l'école, de l'Université, de la recherche publique, et le poujadisme anti-intellectuel dont a fait preuve à leur rencontre la droite oublieuse que la République dont elle se gargarise avait été celle des professeurs et des instituteurs, à la fin du 19e siècle, nous a privés des moyens de comprendre ce qui est en train d'arriver.

Maints analystes avaient pourtant annoncé, depuis longtemps, que nous courions droit dans le mur. Nous y sommes, bien que celui-ci, comme toujours dans l'Histoire, prenne un visage inattendu. Un examen de conscience s'impose à tous, car ces erreurs, qui nous reviennent en plein visage comme un boomerang, ont été commises à l'initiative de toutes les majorités qui se sont succédé au pouvoir depuis les années 1970. Si Sarkozy a sans conteste été le plus mauvais président de la République qu'ait connu la France, Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Hollande se partagent la paternité de la politique suivie. Or, nous avons les dirigeants que nous élisons, et les médias que nous achetons. En bref, nous sommes responsables de ce qui nous arrive. (*Fin de l'article « Seul un retournement radical... » un peu plus loin*)

Une guerre contre le terrorisme ne peut être gagnée Dominique de Villepin

26 septembre 2015

Voir aussi la vidéo http://www.dailymotion.com/video/x26sp1d_dominique-de-villepin-a-propos-de-l-etat-islamique-6-minutes-d-intelligence-et-de-lucidite_news

Les interventions militaires, quand elles sont circonscrites, avec un objectif ciblé, limité, peuvent être efficace. Elles font partie de l'arsenal que toute démocratie doit être capable de déployer. Mais dans le cas présent nous sommes engagés, le chef de l'État l'a dit de la manière la plus claire, dans une guerre « contre le terrorisme ». Celle-ci ne peut pas être gagnée. L'échec est annoncé parce que le terrorisme est une main invisible mutante, changeante, opportuniste. On ne se bat pas contre une force invisible avec les moyens de la guerre. Il faut être capable d'employer la ruse, les moyens de la paix pour désolidariser des forces qui s'agglutinent autour de ces forces terroristes. Donc il faut être une stratégie politique, une vision politique, et une capacité à penser l'action très au-delà des bombes et de l'action militaire sensu stricto.

Tout ce que nous savons de ce type de guerre, depuis des décennies, en particulier depuis l'Afghanistan, a conduit à l'échec. Il n'y a pas d'exemple, aujourd'hui, l'Afghanistan, l'Irak qui ne conduise pas à davantage de guerre, davantage de chaos. Nous sommes dans la situation où nous voudrions par la guerre faire mieux que la précédente guerre que nous avons menée [DDV fait sans doute allusion à la Lybie].

Ayons conscience que cet État islamique, Daech, nous l'avons nous-mêmes en grande partie engendré. De guerre en guerre, de 2003 au départ de 2011, du lâchage des rebelles syriens, il y a un cercle vicieux dans lequel nous nous sommes enfermés. Non seulement c'est inefficace, mais c'est dangereux. Parce que cette région du Moyen-Orient, et on pourrait prendre l'ensemble du monde arabo-musulman, est traversée de crises, de blessures, meurtrie. Il est en plus en profonde crise de modernisation, avec en son cœur une crise sociale qui frappe violemment les plus défavorisées et les classes moyennes du fait de la corruption, de la

rente pétrolière, et qui est marqué de profondes inégalités. Une grande partie des jihadistes viennent de ces classes moyennes. Et donc nous alimentons le cycle de la surenchère.

On veut croire que les images d'horreur que nous voyons sont des repoussoirs. Mais ce sont aussi des phénomènes d'aimantation pour certains. On ne voit pas les mêmes images de l'autre de la Méditerranée, on ne voit pas les mêmes spectacles, on ne les interprète pas de la même façon, parce qu'il y a là-bas des blessures. Et cela est vrai malheureusement aussi chez nous. La surenchère a des conséquences dans le recrutement des jihadistes là-bas, et aussi chez nous.

Toutes les minorités qui brandissent le drapeau de l'Islam agissent au nom de l'Islam. Ce n'est évidemment pas l'Islam, mais c'est le drapeau de l'Islam. En Birmanie, en Malaisie, à Mayotte, en Indonésie, au Maghreb, en Afrique sub-saharienne, dans l'ensemble du monde arabe, partout ces minorités peuvent se solidariser. Nous assistons du fait de cette guerre contre le terrorisme à une cristallisation de l'ensemble de ces groupes, qui établissent des passerelles entre eux, et à une surenchère pour savoir quel sera le plus cruel, plus meurtrier. Parce que c'est une façon d'attirer les jihadistes, d'attirer de l'argent. Au-delà, il y a une course vers la mort, qui est effroyablement dangereuse.

Je veux bien faire le fanfaron, j'aimerais pouvoir dire que nous n'avons pas peur. Et c'est faux. Parce que nous les Français nous sommes dans une société démocratique qui n'a pas engagé de processus sécuritaire au même point que d'autres démocraties comme les États-Unis. Les communautés américaines dans le monde sont bunkerisées, encadrées, barricadées, et donc le risque est infiniment moindre que pour nous. C'est aussi le chemin qu'a emprunté la société israélienne. C'est le chemin de la politique sécuritaire, ce n'est pas la situation de la France ! : Nous sommes exposés aux quatre vents, en particulier au Maghreb, au Moyen-Orient, et donc particulièrement vulnérables. Et ce qui est vrai là-bas est aussi vrai chez nous. J'aimerais qu'on prenne conscience la mesure de la complexité. Je veux bien qu'on prenne la tête d'une croisade, je veux qu'on mesure les risques, et surtout que cette croisade ne peut pas être gagnée, car nous alimentons un processus de haine, de destruction.

Ce que je dis, c'est n'est pas pour ne rien faire. Car il y a beaucoup de choses à faire : une stratégie politique, une stratégie d'accompagnement militaire. Ceux qui doivent réagir, ce sont les pays eux-mêmes. Il y a 500 ou 600 avions de chasse qui appartiennent au pays du golfe. Ils sont parfaitement capables de mener la riposte. Mais nous suivons les Américains, qui comme toujours chercher un ennemi à travers la planète, sont engagés dans une sorte de messianisme universel. Nous, Français, ce n'est pas notre rôle, ce n'est pas notre force. Nous sommes des faiseurs de paix, des chercheurs de dialogue, nous sommes des médiateurs. Et nous sommes là à contre-emploi, nous sommes à contresens, engagés dans une logique qui est sans issue. Car cette guerre contre le terrorisme c'est une guerre sans fin, c'est une guerre perpétuelle qui ne peut pas s'arrêter. La haine entraîne la haine, la guerre nourrit la guerre.

M. le Président, vous êtes tombé dans le piège ! David Van Reybrouck 15 novembre 2015

Par [Les invités de Mediapart](#)

L'écrivain et historien belge [David Van Reybrouck](#) considère que François Hollande est tombé dans le piège des terroristes. « Vous avez accepté leur invitation au djihad avec enthousiasme. Mais cette réponse, que vous avez voulue ferme, fait courir le risque monstrueux d'accélérer encore la spirale de la violence. Je ne la trouve pas judicieuse. »

Monsieur le Président,

Le choix extraordinairement irréfléchi de la terminologie que vous avez utilisée dans votre [discours du samedi après-midi](#), où vous répétiez qu'il s'agissait d'un « crime de guerre » perpétré par « une armée terroriste » m'a interpellé. Vous avez dit littéralement :

« Ce qui s'est produit hier à Paris et à Saint-Denis près du Stade de France, est un acte de guerre, et face à la guerre, le pays doit prendre les décisions appropriées. C'est un acte de guerre qui a été commis par une armée terroriste, Daech, une armée de terroristes, contre la France, contre les valeurs que nous défendons partout dans le monde, contre ce que nous sommes, un pays libre qui parle à l'ensemble de la planète. C'est un acte de guerre qui a été préparé, organisé, planifié de l'extérieur et avec des complicités intérieures que l'enquête fera découvrir. C'est un acte de barbarie absolue. »

Si je souscris pleinement à la dernière phrase, force est de constater que le reste de votre discours est la répétition angoissante et presque mot à mot de celui que [GW Bush a tenu devant le Congrès américain peu](#)

[après les attentats du 11 septembre](#) : « *Des ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays.* »

Les conséquences de ces paroles historiques sont connues. Un chef d'État qui qualifie un événement d'acte de guerre se doit d'y réagir, et de rendre coup pour coup. Cela a conduit Bush à l'invasion de l'Afghanistan, ce qui était encore admissible parce que le régime avait offert asile à Al Qaeda – même l'ONU avait approuvé. A suivi alors l'invasion totalement démente de l'Irak, sans mandat de l'ONU, pour la seule raison que les É.-U. soupçonnaient que ce pays détenait des armes de destruction massive. À tort, s'est-il avéré, mais cette invasion a conduit à l'entière déstabilisation de la région, qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Le départ des troupes américaines en 2011 a laissé le pays dans une vacance du pouvoir. Et c'est peu après, lorsque dans le sillage du Printemps arabe une guerre civile a éclaté dans le pays voisin, que l'on a pu constater à quel point l'invasion militaire américaine avait été pernicieuse. Dans le nord-ouest de l'Irak déraciné et l'est de la Syrie déchirée, entre l'armée gouvernementale et la Free Syrian Army, assez d'espace s'était manifestement créé pour que se lève un troisième grand acteur : DAECH.

Bref, sans l'invasion idiote de Bush en Irak, il n'y aurait jamais été question de DAECH. C'est par millions que nous avons manifesté contre cette guerre en 2003, moi aussi, la désapprobation était universelle. Et nous avions raison. Cela, pas parce que nous étions capables de prédire l'avenir, nous n'étions pas clairvoyants à ce point. Mais nous en sommes pleinement conscients aujourd'hui : ce qui s'est passé dans la nuit du vendredi à Paris est une conséquence indirecte de la rhétorique de guerre que votre collègue Bush a employée en septembre 2001.

Et pourtant, que faites-vous ? Comment réagissez-vous moins de 24 heures après les attentats ? En employant la même terminologie que votre homologue américain de l'époque ! Et sur le même ton, bonté divine !

Vous êtes tombé dans le panneau, et vous l'avez fait les yeux grands ouverts. Vous êtes tombé dans le panneau, Monsieur le Président, parce que vous sentez l'haleine chaude de faucons comme Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen vous brûler la nuque. Et vous avez depuis si longtemps la réputation d'être un faible. Vous êtes tombé dans le panneau. Des élections se préparent en France, elles auront lieu les 6 et 13 décembre, ce ne sont que des élections régionales, mais après ces attentats, elles seront placées sous le signe de la sécurité nationale, à n'en point douter. Vous êtes tombé dans le panneau à pieds joints, parce que vous avez fait mot pour mot ce que les terroristes espéraient de vous : une déclaration de guerre. Vous avez accepté leur invitation au djihad avec enthousiasme. Mais cette réponse, que vous avez voulue ferme, fait courir le risque monstrueux d'accélérer encore la spirale de la violence. Je ne la trouve pas judicieuse.

Vous parlez d'une « *armée terroriste* ». Pour commencer, rien de tel n'existe. C'est une *contradictio in terminis*. Une « *armée terroriste* », c'est un peu comme pratiquer un régime boulimique. Des pays et des groupes peuvent avoir des armées ; s'ils ne parviennent pas à en former, ils peuvent opter pour le terrorisme, c'est-à-dire pour des actions ponctuelles dont l'impact psychologue est maximal au lieu d'un déploiement structurel de forces militaires avec des ambitions géopolitiques.

Mais une armée, dites-vous ? Soyons clairs : jusqu'ici, nous ignorons si les auteurs des faits sont des combattants syriens *revenus* ou *envoyés*. Nous ne savons pas si les attentats ont été tramés dans le califat ou dans les banlieues et « quartiers ». Et bien que certains indices laissent supposer qu'il s'agit d'un plan global émanant de la Syrie (la quasi-simultanéité de l'attentat-suicide au Liban et de l'attaque éventuelle d'un avion russe), force est de constater que le communiqué de DAECH est venu bien tard, et qu'il ne contient pas d'autres éléments que ceux qui circulaient déjà sur internet. Ne serait-il pas question de coordination ou de récupération ?

Pour autant que l'on sache, il pourrait s'agir d'individus incontrôlés, sans doute pour la plupart des citoyens français revenus de Syrie : ils y ont appris à manier des armes et des explosifs, s'y sont immergés dans une idéologie totalitaire, cryptothéologique et s'y sont familiarisés aux opérations militaires. Ils sont devenus des monstres, tous tant qu'ils sont, mais ils ne sont pas une armée.

Le communiqué de DAECH glorifiait les « *lieux soigneusement choisis* » des attentats, vos propres services soulignaient le professionnalisme de leurs auteurs : sur ce point, remarquons que vous parlez la même langue. Mais qu'en est-il, en réalité ? Les trois hommes qui se sont rendus au Stade de France où vous assistiez à un match amical de football contre l'Allemagne semblent plutôt être des amateurs. Ils voulaient sans doute pénétrer dans l'enceinte pour commettre un attentat contre vous, c'est fort possible. Mais celui qui se fait sauter à proximité d'un McDonald et n'entraîne qu'une victime dans la mort est un bien piètre terroriste. Qui ne fait que quatre morts avec trois attentats-suicides, alors qu'un peu plus tard une masse

humaine de 80 000 personnes sort de l'enceinte, est un bon à rien. Qui veut décimer le public d'une salle avec quatre complices, mais ne bloque même pas la porte de sortie n'est pas un génie de la stratégie. Qui s'embarque dans une voiture et mitraille des citoyens innocents et sans armes attablés aux terrasses, n'est pas un militaire formé à la tactique, mais un lâche, un enfoiré, un individu totalement dévoyé qui a lié son sort à d'autres individus du même acabit. Une meute de loups solitaires, ça existe aussi.

Votre analyse d'une « *armée terroriste* » n'est pas probante. Le terme que vous avez employé, « *acte de guerre* » est extraordinairement tendancieux, même si cette rhétorique belliqueuse a été reprise sans honte aucune par [Mark Rutte](#) aux Pays-Bas et [Jan Jambon](#) en Belgique. Vos tentatives de calmer la nation menacent la sécurité du monde. Votre recours à un vocabulaire énergique ne signale que la faiblesse.

Il existe d'autres formes de fermeté que celle de la langue de la guerre. Immédiatement après les attentats en Norvège, le premier ministre Stoltenberg a plaidé dans détours pour « *plus de démocratie, plus d'ouverture, plus de participation* ». Votre discours fait référence à la liberté. Il aurait aussi pu parler des deux autres valeurs de la République française : l'égalité et la fraternité. Il me semble que nous en avons plus besoin en ce moment que de votre douteuse rhétorique de guerre.

La stratégie de destruction des structures sociales engendre le désespoir et la violence Bernard Stiegler : LE MONDE 26 novembre 2015

Pour le philosophe Bernard Stiegler, « *la guerre est économique* ». L'effondrement de l'emploi engendre le désespoir qui engendre à son tour la violence. « *Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie* », explique-t-il.

« Nous sommes en guerre », martèle le président de la République depuis les attentats du 13 novembre. Est-ce que vous vous reconnaissez dans cette guerre ?

Bernard Stiegler. – Non. Que veut dire ce “nous” ? Ils sont en guerre, pas moi. La guerre est économique, c'est la leur, et elle fait des victimes, dont moi, qui ne dors plus la nuit, non pas à cause des terroristes, mais à cause de l'absence d'avenir de mes enfants. Ce n'est pas de guerre contre Daech qu'il s'agit, mais de guerre économique et mondiale, qui nous entraînera dans la guerre civile si nous ne la combattons pas.

L'emploi va s'effondrer, notamment auprès des jeunes. Et le désespoir engendre la violence... On ne produit plus de raisons d'espérer aujourd'hui. Les attentats du 13 novembre sont des attentats-suicides, et ce n'est pas anodin : le suicide est en voie de développement dans le monde entier, et en particulier auprès d'une jeunesse qui sait qu'elle sera au chômage pendant très longtemps.

Ni Hollande ni Sarkozy n'ont donné la moindre perspective à ces jeunes. C'est contre cette bêtise, cette folie, que je suis en guerre. Une guerre contre moi-même aussi : nous sommes tous soumis à cette tendance qui consiste à trouver des boucs émissaires, à ne pas réfléchir, à cogner. C'est cela la barbarie, et c'est exactement ce que veut Daech : créer la guerre civile. Il y aura d'autres attentats si on ne change pas de politique. C'est le contexte de mon prochain livre, *Dans la disruption*.

Lire aussi : « Pour les désespérés, l'islamisme radical est un produit excitant »

Qu'entendez-vous par disruption ?

La disruption est un phénomène d'accélération de l'innovation qui est à la base de la stratégie développée dans la Silicon Valley : il s'agit d'aller plus vite que les sociétés pour leur imposer des modèles qui détruisent les structures sociales et rendent la puissance publique impuissante. C'est une stratégie de tétanisation de l'adversaire.

Dans mon ouvrage, j'analyse un texte signé Abu Bakr Al-Naji, tel que le résume Ignace Leverrier, qui désigne un collectif, dont d'anciens agents de Saddam Hussein devenus islamistes. C'est une sorte de « *book* » de Daech : à l'image des bibles d'entreprise qui détaillent les règles pour monter une concession, ce livre explique aux acteurs de Daech comment prendre le pouvoir. Il faut semer le chaos et à partir de là exploiter le besoin d'autorité.

La pratique disruptive détruit les équilibres sociaux

Je compare cette stratégie à celle du site Les barbares attaquent, fondé par Nicolas Colin, un ancien inspecteur des finances, connu pour son rapport sur la fiscalité du numérique, où il mettait en évidence l'inadéquation du système fiscal face à l'industrie numérique, qu'il décrivait comme des « cavaliers de l'Apocalypse », en l'occurrence les GAFA [acronyme pour Google, Apple, Facebook et Amazon].

Il est désormais passé de l'autre côté, du service public à l'économie dont il décrivait les dégâts, pour créer un fonds d'investissement qui collecte de l'argent pour pratiquer la disruption à la française. Mais qui, répétant la stratégie des GAFAs, ne peut qu'étendre leur écosystème et intensifier la colonisation de l'Europe : faire exploser les transports, l'immobilier, l'éducation, toutes les filières, via de nouveaux modèles type Uber. Or cette pratique disruptive détruit les équilibres sociaux – ce que [le philosophe allemand] Theodor W. Adorno anticipait en parlant dès 1944 de « *nouvelle forme de barbarie* » à propos des industries culturelles.

Ce n'est pas en déclarant la guerre à Daech que cela s'arrangera. Cette déclaration n'est qu'une manière de se débarrasser de ses propres responsabilités en faisant porter le chapeau à des gens devenus extrêmement dangereux et que nous avons coproduit avec Daech.

C'est donc sur les ruines de l'ultralibéralisme que se construit la radicalisation ?

Oui. On ramène le radicalisme à une question de religion, et c'est scandaleux. La plupart des recrues de l'islam radical n'ont pas de culture religieuse. Ce n'est pas de religion dont il s'agit, mais de désespoir. Richard Durn, l'assassin de huit membres du conseil municipal de Nanterre en mars 2002, anticipe son acte en parlant de son sentiment de ne pas exister : il a voulu devenir quelqu'un par ce geste.

En 2012, vous lanciez un appel pour un traité mondial de paix économique. Est-ce une solution toujours d'actualité pour éradiquer la barbarie ?

Il faut ouvrir un débat en Europe, regarder les choses en face : depuis la naissance du Web, nous sommes totalement perdants. Exploitées à la façon disruptive telle que les GAFAs la pratiquent, les technologies numériques accentuent la toxicité environnementale qui ne cesse de croître depuis le début de l'Anthropocène – cette ère où l'humain est devenu un facteur géologique majeur - en termes climatiques, atmosphériques, mentaux.

Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie : seul le passage à une économie productrice de valeur durable permettra de surmonter le défi qui sera l'objet de la COP21 dès la semaine prochaine.

Lançons une nouvelle politique européenne plutôt que de nous aligner sur un modèle américain disruptif qui est suicidaire. Inventons un nouveau Web, au service d'un modèle macroéconomique viable, plutôt que de développer une *data economy* totalement ruineuse. Ce sera le thème des « Entretiens du nouveau monde industriel », organisés au Centre Pompidou les 14 et 15 décembre. Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir pour la planète que l'on pourra combattre Daech, c'est-à-dire le désespoir.

http://www.lemonde.fr/emploi/article/2015/11/19/bernard-stiegler-ce-n-est-qu-en-projetant-un-veritable-avenir-qu-on-pourra-combattre-daech_4813660_1698637.html#7gbQVt4HcVQMtAUe.99

Les réponses : plus de démocratie, plus d'humanité

Seul un retournement radical pourrait nous en sortir Jean-François Bayart

(fin de l'article précité)

Seul un retournement radical pourrait nous en sortir : la remise en cause de la financiarisation du capitalisme qui détruit le lien social, crée la misère de masse et engendre des desperados ; une politique de sécurité qui privilégie le renseignement humain de qualité et de proximité plutôt que la surveillance systématique, mais vaine, de la population ; le rétablissement et l'amplification des libertés publiques qui constituent la meilleure riposte à l'attaque de notre société ; la révision de nos alliances douteuses avec des pays dont nous ne partageons que les contrats ; et surtout, peut-être, la lutte contre la bêtise identitaire, aussi bien celle d'une partie de notre propre classe politique et intellectuelle que celle des djihadistes. Car les Zemmour, Dieudonné, Le Pen, et Kouachi ou autres Coulibaly sont bien des «ennemis complémentaires», pour reprendre le terme de l'ethnologue Germaine Tillion.

L'alternative est claire, à trois semaines des élections, et elle est politique, au sens plein du mot. Soit nous continuons à laisser ces phares de la pensée et leurs experts sécuritaires nous guider vers le gouffre, et notre prochain président de la République sera un Viktor Orban, peu importe qu'il soit de droite ou de gauche pourvu qu'il nous rétracte identitairement. Soit nous conjuguons notre autodéfense avec la conquête de nouvelles libertés, comme avait su le faire, à une époque plus tragique encore, le Conseil national de la Résistance, pendant la Seconde Guerre mondiale. Telle serait la vraie réponse aux crétins assassins et aux histrions.

Nous gardons l'espoir d'une autre société, MRJC 18 novembre

L'émotion est encore grande dans la nation et dans notre association, cette émotion est même parfois doublée d'une peur que beaucoup découvrent pour la première fois de leur vie : la peur de la guerre, de la menace permanente, ou la peur du hasard qui peut frapper à n'importe quel coin de rue. Cette peur n'est pas à nier, elle demande et réclame de la fraternité et du dialogue pour lui faire face.

Pour autant, nous n'avons pas peur de regarder la réalité de notre société : la haine est le fruit de la misère, de toutes les misères. La misère économique qui peut conduire à la frustration vengeresse dans notre société de consommation ; la misère sociale dans la faiblesse ou la dureté des rapports humains subis au travail, à l'école, au village, dans le bus ou à Pôle emploi ; la misère culturelle dans la compréhension de l'autre ; la misère éducative générée par ceux qui suppriment les formations d'enseignants, d'éducateurs. Et nous gardons l'espoir d'une autre société, d'autres rapports humains où la dignité de chaque homme et de chaque femme est respectée, où la possibilité de vivre en paix chez soi n'est pas utopie mais réalité concrète. Et la peur ne nous fera pas perdre cet espoir.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, nous sommes déçus, peiné, attristés et en colère : oui, nous attendions de votre part un discours dans le même ton que celui du Premier Ministre norvégien, Jens Stoltenberg après les attentats d'Oslo en 2011 : «Nous devons montrer que notre société ouverte peut faire face à cette épreuve. Que la meilleure réponse à la violence est encore plus de démocratie. Encore plus d'humanité. Mais jamais de naïveté. C'est quelque chose que nous devons aux victimes et à leurs familles. Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance.». Au lieu de cela, nous n'avons entendu qu'appel à la guerre, appel à l'état d'urgence, appel à plus de pouvoirs pour la police, appel à une répression que vous nommez « impitoyable ». Nous le proclamons : ne créez pas de nouvelles guerres, ne créez pas de nouvelles frontières, ne franchissez pas une nouvelle marche dans l'escalade de la vengeance et de la violence. Tirons les conclusions des différentes guerres du XXe siècle. N'avons nous pas connu suffisamment d'impasses ? Ne rajoutez pas de la guerre à la guerre !

Sur la prolongation de l'état d'urgence

Une loi aux motifs trop vagues pour être honnêtes (L'Huma) 20 novembre

La loi sur l'état d'urgence votée jeudi par les députés n'a pas levé toutes les craintes, bien au contraire. Si des garanties ont été inscrites dans le texte en termes de contrôle du Parlement, de nombreuses oppositions se font entendre. En effet, la nature de l'ami de menaces, clairement identifiés (terrorisme) mentionné dans le texte, qui conserve la notion floue « d'atteinte à l'ordre public ». Le public visé est élargi à toute personne « à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public » et non uniquement « celles dont l'activité se révèle dangereuse ».

Bien sûr, chaque mesure considérée uniquement dans le but de combattre les activités terroristes peut se justifier. Mais est-il besoin de l'état d'urgence pour les mettre en œuvre ? De nombreux spécialistes en doute. Selon le professeur de droit Philippe Cossalter, « l'état d'urgence constitue le plus strict des régimes de suspension des droits susceptibles d'être mis en œuvre ». C'est si vrai que la question de sa conformité avec les libertés garanties par la constitution reste sujette à caution. Pour certains juristes, c'est ce qui pousse François Hollande à vouloir réviser la Constitution.

Nous appelons à renforcer toutes les initiatives (ATTAC)

L'état d'urgence est prolongé de trois mois, sans aucune perspective de sortie. Or, la pire des politiques est bien de mettre la démocratie en veilleuse et de basculer dans un régime d'exception permanent. La sécurité est indissociable des libertés publiques, c'est une société consciente, active et mobilisée qui assurera la pérennité de la vie démocratique et de la vie tout court.

Les attentats du 13 novembre justifient évidemment une forte réaction policière et un renforcement des mesures de sécurité tant que les auteurs n'ont pas tous été arrêtés. Cela ne justifie en rien une dérive sécuritaire qui prive les sociétés des moyens de se défendre face à ce qui les menace. Ces attaques ont été aveugles et elles créent aujourd'hui un sentiment d'insécurité fort dans la population. Raison de plus pour occuper pacifiquement l'espace public, comme cela s'est réalisé spontanément pendant les derniers jours, sur les terrasses, sur les places publiques.

Concernant la COP 21, nous connaissons les conséquences dramatiques, y compris en termes de sécurité, d'un réchauffement climatique non contenu. Aucune armée ou escadron de police ne pourra résoudre cette question là. Seule une société inventive, éprise de justice et de démocratie, pourra faire face à ces enjeux. Les mobilisations pour le climat sont aussi notre réponse aux terroristes : vous rêvez de tuer et de mourir, nous voulons la justice sociale et préserver la vie sur cette Terre que nous avons en partage.

Attac appelle les organisations de la société civile à prendre des initiatives communes en défense des libertés démocratiques, à commencer par la liberté de rassemblement et de manifestation. Lors de la COP 21 nous trouverons ensemble les moyens de signifier au monde entier les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité entre les hommes et avec la nature.

Nous appelons à renforcer toutes les initiatives décentralisées prévues pour les 28 et 29 novembre, à participer au Sommet citoyen pour le climat les 5 et 6 décembre à Montreuil, à s'inscrire dans les activités de la Zone action climat (ZAC) au « 104 » et enfin à préparer et discuter collectivement des manifestations du 12 décembre à Paris

Répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus d'éducation populaire (Communiqué du CAC)

La classe politique quasi unanime vote aujourd'hui la prolongation de l'état d'urgence et un ensemble de mesures qui nous rapproche d'États sécuritaires comme les États-Unis ou Israël. Des mesures de sécurité sont évidemment nécessaires. Mais rien ne saurait justifier la restriction durable des libertés publiques qui en résulte, avec le motif vague « d'atteinte à l'ordre public » aisément généralisable à toutes les contestations. Cela constitue une menace majeure pour la démocratie, sans que pour autant ces mesures soient efficaces. Nous aurions préféré entendre le discours qui fut celui du premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, après les attentats d'Oslo en 2011 : « *nous devons montrer que notre société ouverte peut faire face à cette épreuve. La meilleure réponse de la violence est dans encore plus de démocratie. Encore plus d'humanité. Mais jamais de naïveté. C'est quelque chose que nous devons aux victimes et à leurs familles. Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus de tolérance* ».

Plus que jamais, le travail des associations citoyennes est indispensable et doit être à nouveau soutenu. L'éducation et la culture, doivent redevenir prioritaires, comme un socle de la démocratie, nécessaire pour reconstruire la citoyenneté. Les seules créations de postes de policiers ne suffiront pas, il est nécessaire aussi de ne pas supprimer les financements de postes associatifs, et de mettre en place, comme envisagé après le 11 janvier, un vaste dispositif de soutien et de relance de l'éducation populaire.

Voir aussi les raisons du vote négatif de 6 députés

Pouria Amirshahi, député des français de l'étranger

Celles et ceux qui assument que les libertés puissent (ou doivent) [passer](#) au second plan d'une sécurité première ont le mérite de la cohérence. Vieux débat qui traverse la France depuis 1789. Mais pour celles et ceux qui, nombreux dans les paroles, ont affirmé avec force que la démocratie ne gagnera qu'en étant elle-même, en ne rognant pas un pouce de droit ni de liberté, il y a une grave contradiction à [défendre](#) aujourd'hui l'inverse dans la Loi : est-ce [assumer](#) notre démocratie que d'interdire potentiellement des manifestations citoyennes ? http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/19/pourquoi-je-voterai-contre-la-prolongation-a-3-mois-d-un-etat-d-urgence-par-pouria-amirshahi_4813055_3232.html

Barbara Romagna, député du Doubs

"Pourquoi décider dès le 19 qu'il faut prolonger l'état d'urgence alors que nous avons jusqu'au 25 pour en juger ? Dans un contexte où les terroristes cherchent précisément à réduire nos libertés, n'est-il pas paradoxal que nous les restreignons nous-mêmes ".

Isabelle Attard, députée du Calvados

"La prolongation de l'état d'urgence ne permet qu'une seule chose nouvelle: la mise à l'écart des juges, et donc de la justice. Les policiers doivent présenter des preuves aux juges. C'est Diminuer nos libertés n'empêchera pas de nouveaux attentats", estime la représentante EELV

Voir son blog <http://isabelleattard.fr/blog/2015/11/nul-par-la-guerre-ne-devient-grand/>

Sergio Coronado, député des Français de l'étranger

L'état d'urgence n'offre aucune supériorité opérationnelle dans la lutte contre le terrorisme, qu'il représente tout au contraire une suspension de notre état de droit, et donc des risques pour nos libertés.

Voir http://www.huffingtonpost.fr/sergio-coronado/pourquoi-jai-vote-contre-la-prorogation-de-letat-durgence-_b_8599488.html